

UNIVERSITÉ POPULAIRE

Coopération des Idées

157, FAUBOURG SAINT-ANTOINE — PARIS

Histoire
de
Douze ans
(1898-1910)

Préface de Gabriel SÉAILLES



IMPRIMERIE LA COOPÉRATION DU LIVRE

(Association Ouvrière à Capital et Personnel variables)

3, Impasse Crozatier, 3 (47, rue Crozatier)

PARIS

1910



UNIVERSITÉ POPULAIRE

Coopération des Idées

157, FAUBOURG SAINT-ANTOINE — PARIS

Histoire
de
Douze ans
(1898-1910)

Préface de Gabriel ÉAILLES



IMPRIMERIE LA COOPÉRATION DU LIVRE

(Association Ouvrière à Capital et Personnel variables)

3, Impasse Crozatier, 3 (47, rue Crozatier)

PARIS

—
1910

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

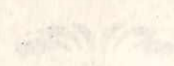
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 FIFTH AVENUE
NEW YORK

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

500 FIFTH AVENUE

NEW YORK



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

1911

1911

PRÉFACE

L'Université Populaire du Faubourg Saint-Antoine compte aujourd'hui douze années d'existence. Sans passion, sans parti pris, en toute impartialité, M. Kownacki groupe dans leur suite les grands faits qui ont constitué son histoire.

L'Université Populaire a vécu ; comme toute vie, sa vie a eu ses deuils, ses ruptures, ses désenchantements. Elle n'a pas réalisé toutes ses ambitions, elle n'a pas tenu toutes les promesses qu'elle s'était faites à elle-même, mais c'est son premier élan qui lui a permis de franchir les obstacles inattendus et de poursuivre son chemin. Elle vit et elle ne veut pas mourir. Deherme s'est détaché d'elle, mais il lui a laissé la foi qui l'animait, et par là il reste, comme il est juste, présent à son œuvre.

L'idée qui a présidé à la fondation des U. P. est aussi vraie aujourd'hui qu'il y a dix ans. L'effort qu'elles ont suscité n'a point été perdu (1), mais il aurait plus que jamais besoin, sous cette forme et sous d'autres, d'être repris, continué. L'idéal d'un troupeau conduit par de bons pasteurs n'est pas un idéal humain. Derrière toutes les institutions, il y a les hommes qui les appliquent : changer de servitude n'est pas s'affranchir. Le syndicalisme fait appel aux volontés individuelles, aux collectivités autonomes ; mais les volontés sont faibles, défaillantes, incapables de continuité, les groupes, par suite sans discipline et sans cohésion. La société ressemble toujours aux hommes qui la composent.

Il faut conclure, avec M. Kownacki, « qu'une humanité plus éclairée pourra dégager la formule sociale qui réalisera l'accord des volontés en réalisant la justice ».

Gabriel SÉAILLES

(1) Dans toutes les grandes villes d'Italie j'ai lu sur les murs, des affiches annonçant les cours des U. P.

A nos Amis

Nous avons voulu exposer, aussi nettement que possible, la pensée qui a inspiré la fondation de l'Université Populaire du Faubourg Saint-Antoine : Nécessité pour une Démocratie de travailler à l'éducation sociale et de mettre à la portée de tous « le meilleur du savoir et de l'idée. »

Mettre en évidence le double principe qui a toujours inspiré sa conduite : Volonté de se tenir en dehors des Partis, et Respect de toutes les opinions.

Dire, en quelques pages, son histoire depuis douze ans ; ses vicissitudes, ses ressources, son labeur, son état actuel et, à l'aide de ce passé et de ce présent, augurer son avenir.

Nous espérons que les conclusions du lecteur seront les nôtres.

A. KOWNACKI,

*Ancien Vice-Président, Membre du Conseil d'Administration
de l'Association Philotechnique.*

Historique

M. G. Deherme, dans sa revue, *La Coopération des Idées*, écrivait, en décembre 1897 :

« A notre avis, l'action la plus utile pour le moment serait celle que pourraient exercer les hommes de bonne volonté, dans les Syndicats, dans les Coopératives. Il y a là un Enseignement éthique social à organiser, qui aurait les plus utiles conséquences.

« Pourquoi les graves et profondes paroles d'un Séailles, d'un Roberty, d'un Paul Desjardins seraient-elles moins entendues par ce public qu'en Allemagne ou en Amérique, où les Von Egidy et les Félix Adler ont su créer un courant d'enthousiasme rénovateur?... Nous faisons un appel pressant à tous ceux qui ont à faire entendre de salutaires et fortes paroles... Nous sommes du Peuple et nous voulons rester du Peuple, mais nous serions heureux de pouvoir préparer ici la réconciliation des classes... Des hommes qui ont le même idéal peuvent s'aimer. »

Dans le numéro de janvier 1898, l'idée se précise et elle prend corps : « La Troisième République a prodigué l'instruction ; chaque école ouverte devait fermer une prison. » Il n'en a rien été. « Pourquoi? dit M. Deherme. Parce que l'on n'a pas suffisamment élevé. Eh bien, *La Coopération des Idées pour l'instruction supérieure et l'Education éthique sociale du Peuple*, dont nous prenons dès aujourd'hui l'initiative, ajoute-t-il, travaillera à organiser méthodiquement l'Education sociale du Peuple, et c'est l'instruction supérieure qui nous paraît le mieux la favoriser. »

Et il esquisse ainsi l'œuvre future :

« Nous ne ferons pas des érudits, mais des hommes... Nous ne constituerons d'abord qu'un groupe d'études ; nous ne pouvons disperser notre effort.

« Nous louerons une salle. Il faut être chez soi. Des bancs, une grande table, autour de laquelle s'assièront fraternellement professeurs bourgeois et élèves prolétaires, quelques planches pour les livres, au mur des maximes; voilà pour l'installation, plus tard on fera mieux... Il faudrait pouvoir lutter victorieusement contre les cafés, les marchands de vins... On organiserait des soirées artistiques, des lectures poétiques, ennoblissantes, des excursions instructives, etc.

« L'alcoolisme, cette lèpre mortelle, serait vaincue.

« Les élèves seront des ouvriers du quartier. Ils paieront une cotisation mensuelle de 50 centimes. Les professeurs, nous désirerions qu'ils payassent la même cotisation, seront tous ceux aptes à cette fonction qui voudront bien s'offrir... Notre enseignement comportera toutes les branches générales du savoir. Nous formerons ainsi une puissante élite prolétarienne, « noyau vivant de la future société... » Nous faisons appel à toutes les idées, à toutes les opinions, à toutes les croyances, toutes elles seront respectées. »

Les encouragements arrivaient nombreux. *L'Union pour l'action morale*, le *Musée social* promettaient leur concours. Un publiciste connu, ancien ouvrier tisseur et typographe, Charles Limousin, en s'offrant pour un cours de Socionomie, écrivait :

« Vous avez raison de vouloir faire pénétrer l'instruction supérieure dans la masse populaire... Je considère cette instruction, au point de vue théorique, esthétique, comme devant relever la condition intellectuelle de ceux à qui l'on n'a distribué que l'Enseignement primaire, lequel est un moyen et non un but... Il ne s'agit pas d'un résultat pratique, terre à terre, du genre de ceux que l'on obtient par des cours techniques à l'usage des ouvriers ou des employés qui veulent se perfectionner dans leur profession. Ou plutôt si ! Le résultat est d'ordre pratique, mais d'un ordre pratique élevé, lointain même, d'une importance sociale d'autant plus grande. »

Le but : Élever les âmes

C'était bien le point de vue de Deherme. Aux critiques qui lui disaient : « Vous venez trop tard, de grandes Sociétés, comme l'*Association Philotechnique*, par exemple, donnent avec

succès l'Enseignement dont vous parlez », il répondait : Notre objectif n'est pas le même.

« Nos réunions n'aideront pas nos auditeurs à améliorer leur situation personnelle par des connaissances pratiques, mais elles élèveront leurs âmes par le commerce des grands esprits. »

Dès le mois de mars, le programme est rédigé et distribué, et il le commente en ces termes :

« Ce programme est loin d'être parfait ; d'ailleurs, est-ce bien un programme ?

« Pour nous, l'essentiel est de réunir des ouvriers, les plus intelligents, les plus dévoués, les plus actifs, dans un local à eux, et chez eux viendront des penseurs, des écrivains, des professeurs, des artistes, qui leur parleront en camarades de ce qu'ils savent, de ce qu'ils veulent.

« Est-ce qu'on doit refuser au Peuple, surtout à cette petite partie très intelligente et beaucoup mieux informée qu'on ne le pense, à laquelle nous nous adressons, la faculté du jugement ?

« Nous croyons qu'il faut lui ouvrir tout l'horizon intellectuel ; pour nous, nous conduirons nos amis sur les sommets.

« Il ne faut pas se méprendre, du reste. Ce ne sont pas nos systèmes que nous allons prêcher, ni nos formules que nous allons imposer. Mais, en camarades, nous dirons en toute sincérité ce que nous croyons vrai, ce que nous pensons être juste. »

La Coopération des Idées est fondée

La pensée directrice de la fondation nouvelle ainsi dégagée, le but bien déterminé, les principes posés, le programme tracé, il n'y avait plus qu'à se mettre au travail. Une affiche annonça l'inauguration pour le 23 avril 1898. Elle était ainsi libellée :

« AUX TRAVAILLEURS

« Comme vous, nous sommes des travailleurs. Mais nous croyons que la vie humaine a des joies plus intenses, plus durables, plus hautes et moins onéreuses que celles des cabarets. De toutes nos forces, malgré notre ignorance et notre pauvreté, nous aspirons à la vie intellectuelle et morale.

« Voulez-vous être des nôtres ? Parmi nous, vous ne trouverez

ni des pédants, ni des sectaires, ni des ambitieux, mais quelles que soient vos croyances, des amis sincères.

« Simplement, nous voulons être des hommes, c'est-à-dire plus que des instincts : des consciences, des intelligences et des volontés.

« Et cela, camarades, vous le voudrez avec nous. »

19, rue Paul-Bert

La séance d'ouverture eut lieu à la date indiquée, rue Paul-Bert, 19, dans une boutique louée au mois. Une souscription opportune (100 francs) de M. Maurice Barrès avait mis le budget en état de parer aux dépenses modestes de ce modeste début.

M. Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne, qui devait faire la première conférence, malade, dut s'abstenir. Dans sa lettre d'excuse, il disait :

« On a voulu opposer l'élite intellectuelle à la masse de la nation ; j'aurais aimé à dire toutes les raisons qu'ont de s'aimer ceux qui travaillent et ceux qui pensent : le Peuple n'a pas d'intérêt contre la Vérité... »

« Il importe qu'il se forme une élite ouvrière pour entraîner les autres et assurer l'émancipation progressive de tous. »

Le pasteur Ch. Wagner accepta de le remplacer. Dans son allocution, il insiste, lui aussi, sur le but et la portée de l'œuvre :

« Que venons-nous faire ici ? — demande-t-il en commençant, — l'affiche qui nous convoque porte ce titre : *Coopération des Idées pour l'Enseignement supérieur du Peuple*. C'est donc une entreprise de mutualité intellectuelle et morale... L'histoire, les sciences naturelles, les sciences sociales, la poésie, les beaux-arts, la morale, l'hygiène ont de si grands rapports avec la vie de tous les jours, que tout homme qui a un peu de réflexion et de saine curiosité peut être initié à ces branches de la connaissance et de la pensée humaine... »

« Il y a là de quoi remplir les heures de loisir, ennoblir la vie, élargir l'horizon et créer ici la République des bonnes volontés. »

La *Coopération des Idées* était fondée. Elle commençait immédiatement l'œuvre qu'elle poursuit encore, œuvre d'Enseignement universel, d'Education sociale, de rayonnement intellectuel pour tous.

Les premières Conférences

Voici un aperçu des sujets traités pendant le premier mois, en une ou plusieurs causeries :

Histoire de la Civilisation. — L'Homme et les Races. — Les Grands Livres de l'Humanité. — Socrate. — La Vie d'Auguste Comte. — L'idée du droit. — La Cité antique. — Le mariage, l'union libre, etc.

Le mouvement syndical en France. — Le mouvement industriel et social en Allemagne. — La grève des ouvriers mécaniciens en Angleterre. — Les ouvriers dockers en Angleterre. — L'ouvrier dans les Révolutions. — Les Associations coopératives de production. — La Socio-nomie.

La Littérature et la Politique en France depuis 89. — La Poésie civique en France. — La Chanson (avec audition). — Les Poètes français du siècle.

La Beauté ornementale. — L'éducation artistique par quelques grands peintres.

La Folie, la Dégénérescence, causes, remèdes. — L'alcoolisme et ses conséquences sociales. — Le mouvement perpétuel (1).

« Notre tentative, écrivait Deherme, a parfaitement réussi. Ce qui fait la force de notre *Coopération des Idées*, c'est qu'elle s'est fondée en dehors des Partis, qu'elle se maintient résolument au-dessus d'eux, qu'elle marche, en toute liberté, vers la Justice, son idéal...

« Tous les soirs, très régulièrement, nous avons un public d'ouvriers très intelligents et très attentifs. Les conférenciers ont su les intéresser aux questions artistiques, philosophiques,

(1) Voici les noms des conférenciers qui figurent au premier programme (23 avril-31 mai 1898) :

Henry Bérenger, homme de lettres; docteur Boissier, ancien interne des asiles d'aliénés; Germain Martin, archiviste-paléographe, secrétaire du Musée Social; Léon Letellier, professeur de philosophie; Henri Mazel, docteur en droit; Emile de Saint-Auban, avocat à la Cour; Louis Marin, secrétaire de la Société de Géographie commerciale; J.-A. Cree, médecin; Camille Léger, agrégé de philosophie au collège de Beauvais; Georges Blondel, professeur de Faculté, chargé de mission du Musée Social; Emile Trolliet, professeur de rhétorique au collège Stanislas; docteur Legrain, médecin en chef de l'asile de Ville-Evrard; Deronde, avocat à la Cour; Pierre Lasserre, professeur de philosophie; Alex. Séon, artiste peintre; Paul Desjardins, professeur au lycée Condorcet; André Jacquemont, avocat à la Cour; Maurice Pujo, avocat à la Cour; Fleury, avocat, chargé de mission du Musée Social; Ch.-M. Limousin, publiciste; Th. Sueur fils; Gaston Moch, président du Comité directeur de l'*Indépendance Belge*; L. March, ingénieur à l'Office du Travail; Arthur Fontaine, ingénieur, sous-directeur de l'Office du Travail; Paul Vérola, homme de lettres; Festy, chargé de mission du Musée Social.

morales, scientifiques et sociales, les plus hautes et les plus troublantes...

« Nous avons éveillé chez nos amis le désir des belles choses, des grandes idées et des pures vérités : il est de notre devoir de le satisfaire, d'exciter encore plus ce noble désir; on ne dose pas l'idéal. »

17, rue Paul-Bert

Le programme d'action de la génération nouvelle

Le 19 de la rue Paul-Bert devenait insuffisant; avec cinquante auditeurs la salle était bondée. On se décida à louer définitivement une boutique au 17 de la même rue. Ce fut pour ainsi dire la seconde étape. Ce changement de domicile nécessitait une augmentation du matériel et des frais que les cotisations ne pouvaient couvrir. Deherme s'adressa aux amis qui encourageaient son essai : « C'est notre premier appel en ce sens; ce sera le dernier, crut-il pouvoir affirmer. »

Le 3 octobre 1898 eut lieu l'installation dans le nouveau local. M. Gabriel Séailles, qui présidait la soirée, avait pris pour sujet de sa conférence : *l'Enseignement supérieur du Peuple*.

« Les grandes choses, observe-t-il en débutant, ordinairement ont d'humbles commencements : nous inaugurons modestement une grande chose. On prépare l'union des cœurs en accordant les intelligences.

« On se moquera de notre enseignement supérieur du Peuple; ayons l'audace d'être ridicules.

« Nous voulons que tous soient appelés à participer à la Beauté, à la Vérité, à la Vie morale, à ces biens précieux qui font la dignité de la personne humaine et, par là, travailler à la paix sociale et à l'affranchissement du Peuple. Nous voulons que le Peuple soit admis à participer à ces biens, qui constituent le patrimoine propre de l'humanité; nous voulons que la lumière intelligible se lève pour toutes les intelligences; nous voulons une civilisation réelle qui ne laisse pas en dehors d'elle la majorité des hommes.

« Nous voulons enfin faire des hommes de jugement sain,

qui rendent un peu plus difficile le métier de politicien et de journaliste. »

« Ce sera là, proclamait Deherme, rendant compte de cette brillante réunion, le programme d'action de la génération nouvelle. »

La *Coopération des Idées*, fondée en dehors des Partis, maintenue résolument au-dessus d'eux, prenait racine, et déjà sa situation, ses ressources ne paraissaient plus en rapport avec l'action plus étendue qu'elle semblait devoir exercer.

Au mois de mars 1899 fut créée la *Société des Universités Populaires*, pour répondre à ces vues plus ambitieuses. Elle avait M. Gabriel Séailles comme Président et M. Deherme comme Secrétaire général.

La Société nouvelle, sans aucun caractère politique ni religieux, avait pour but de créer une Université Populaire dans chacune des grandes villes de France, et d'abord à Paris.

« Les cathédrales du Moyen-Age, écrivait Deherme, édifiées par l'enthousiasme de la Foi, furent les grandioses symboles de pierre de l'âme ardente des foules. Elles marquèrent pour le monde, par un art nouveau, une ère nouvelle. Nous croyons que ces heures d'enthousiasme et de Foi se peuvent revivre, et nous comptons sur elles pour galvaniser les foules modernes et les arracher aux torpeurs des doctrines de lâcheté. Oui, nos Universités Populaires seront les cathédrales de la Démocratie, par la foi qui les édifiera, par l'art qu'elles enfanteront, par l'ère lumineuse qu'elles marqueront. »

M. Henry Bérenger, dans la *Dépêche de Toulouse*, M. Lucien Descaves, dans l'*Aurore*, saluaient avec joie et confiance l'œuvre commengante, et M. Clemenceau montrait le *Palais du Peuple*, dont il voyait monter les assises.

Mais la Société, sans attendre, suivant ses expressions, de pouvoir tout ce qu'elle voulait pour vouloir tout ce qu'elle pouvait, résolut d'ouvrir, en octobre, modeste ou somptueuse la première Université Populaire.

La première Université Populaire Ce qu'elle sera

Cette résolution est portée à la connaissance du public dans un *Appel aux Travailleurs*.

« Camarades, y lisait-on, aspirant à employer nos heures de loisir pour notre développement physique, intellectuel et moral, ce qui veut dire pour notre émancipation sociale, nous dressons, en face du cabaret et du café-concert, notre Université Populaire...

« Camarades, de nos salles faites vos salles, de notre groupement faites votre groupement...

« Dès maintenant, nous formons un noyau vivant de la société idéale et nous vous conjurons de vous joindre à nous.

« *La Coopération des Idées*, Université Populaire, comprendra d'abord :

« 1^o Une salle de cours et conférences pour l'Enseignement supérieur populaire, où, chaque soir, un penseur, un écrivain ou un artiste, parmi les plus éminents viendra causer avec nous des plus graves questions artistiques, scientifiques, philosophiques, sociologiques et morales;

« 2^o Un musée du soir, où défileront les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture; les ouvriers d'art pourront aussi y exposer les plus beaux produits de leur industrie;

« 3^o Une salle de spectacle, où tous les dimanches seront donnés des fêtes familiales, des lectures, des spectacles, des auditions musicales, etc.;

« 4^o Un salon de conversation et de travail (ouvroir);

« 5^o Une bibliothèque de lecture sur place et de prêt à domicile, constamment ouverte; on y trouvera les plus importantes revues littéraires et sociales;

« 6^o Des salles de cours (langues, musique, hygiène, sténographie, chant, etc.

« A cette Université Populaire seront annexés des services de consultations médicales, juridiques, économiques; un service de pharmacie à bon marché, de placement, de mutualité, etc. Plus tard, nous tenterons de constituer des Associations coopératives de consommation, de production, de crédit.

« La société libre et juste de demain sera un régime d'association, nous nous y préparerons.

« Nous organiserons aussi, pour les beaux jours, une colonie populaire de vacances au bord de la mer, des excursions scientifiques, esthétiques, des visites aux musées, ou simplement des promenades amicales.

« *La Coopération des Idées* ne laissera pas en dehors de son action les femmes, les enfants, les apprentis. Le peuple sera là chez lui, en famille, avec des amis sincères. »

Et au bas de cet appel-programme, on lisait :

COOPÉRATION DES IDÉES, 157, Faubourg-S^t-Antoine

Ouverte tous les jours, sans exception, de 9 heures du matin à 11 heures du soir

Cours et conférences (avec projections, expériences, exemples, discussions) d'Esthétique, de Sciences, d'Economie, de Philosophie, de Sociologie, de Morale, tous les soirs, de 8 à 10 heures. Dimanches et Fêtes, matinées et soirées familiales : Théâtre populaire, spectacles, chants, musique, etc.

La cotisation est de 50 centimes par mois. Ce modique versement mensuel est la seule formalité à remplir pour faire partie de notre Association et profiter de tous les avantages qu'elle offre à ses membres.

On s'inscrit au Siège Social, 157, Faubourg Saint-Antoine.

Le 157 du Faubourg Saint-Antoine

Le nouveau Siège social, 157, Faubourg Saint-Antoine, indiqué dans l'affiche, était un vaste local de 500 mètres, ayant servi de café-concert. L'architecte, M. Vinay, l'aménagea pour le mieux. On y trouve :

1° Une entrée assez vaste, servant de bureau d'inscription, de vestiaire et de salle de conversation ;

2° Une salle pouvant contenir une cinquantaine de personnes et réservée aux cours, aux réunions de groupes, et le dimanche à la buvette ;

3° Une pièce servant au Conseil et aux conférenciers ; un laboratoire de photographie et un petit magasin ;

4° Un long couloir qui mène à la Bibliothèque et à la grande salle, et dont les murs servent principalement à afficher tous les renseignements intéressants la vie de l'Université Populaire ;

5° La bibliothèque, à la fois salle de lecture ;

6° La grande salle, où chaque soir ont lieu les conférences, et les représentations, le dimanche ; elle peut contenir jusqu'à cinq cents personnes ;

7° Au premier, on trouve plusieurs pièces qui servent aux réunions et à différents usages.

L'installation avait coûté 15.000 francs.

Une Soirée mémorable

L'inauguration eut lieu le 9 octobre 1899.

« Messieurs, dit M. Séailles qui présidait, nous inaugurons ce soir notre maison nouvelle et nous y entrons avec confiance.

« Notre installation est modeste encore... Puissions-nous seulement accomplir tout le bien qu'elle permet. »

Et poursuivant son discours, dont le titre était : *Education et Révolution*, l'orateur résumait sa pensée dans cette phrase : « Notre ambition est de commencer la société nouvelle, au lieu de l'attendre. »

Puis M. Fernand Gregh vint dire *La Maison du Peuple*, poème qu'il avait composé pour la circonstance.

M. Gustave Geffroy, rendant compte de cette soirée, écrivait :

« Ceux qui ont inauguré, le 9 octobre, l'Université Populaire du Faubourg Saint-Antoine, ont eu le pressentiment qu'une force nouvelle allait entrer en scène. C'était là ce qui rendait le spectacle si grave, si émouvant. »

Et, dix ans après, dans une chronique du *Temps*, voici en quels termes M. Gaston Deschamps évoque ce souvenir : « Ah ! ce fut une très belle et très simple cérémonie que l'inauguration de la Maison du Peuple au Faubourg Saint-Antoine, dans la mémorable soirée du 9 octobre 1899. »

Tant l'impression sur les assistants fut profonde !

Cet enthousiasme eut un lendemain. On espérait 500 adhérents, il en vint 2.200. Ainsi l'élan continuait ; l'ardeur grandissait. Le rêve, au premier contact de la réalité, ne s'était pas évanoui et l'œuvre, semblait-il, n'avait plus maintenant qu'à se développer sur des fondements qui paraissaient affermis.

Les Critiques

Elle n'avait pas reçu que des encouragements toutefois. L'homme qui agit dérange toujours quelqu'un.

« *La Coopération des Idées*, affirmait Deherme, se tiendra en dehors et au-dessus de tous les Partis. » Les Partis, ou du moins

quelques-uns de leurs fidèles, lui rendirent défiance pour défiance.

« Le Socialisme non émasculé par les intellectuels et les intégralistes, écrivait M. Paul Lafargue dans le *Socialiste*, est banni des Universités Populaires. »

M. Jules Lemaitre y voyait trop de franc-maçonnerie et de protestantisme pour avoir confiance. Certains Conseils généraux les suspectaient comme des œuvres cléricales. *L'Action nationaliste de la Jeunesse* se proposait de lutter contre elles, « soit en les empêchant d'avoir des adhérents, soit en leur retirant ceux qu'elles ont ».

M. Jules Guesde, interviewé par le *Temps*, déclarait : « Les Universités Populaires ont autant d'importance que l'œuvre des Petits Teigneux. C'est avec de pareilles inventions qu'on amuse le Peuple. »

Bref, aux yeux des socialistes révolutionnaires, « c'était un masque choisi par les propriétaires et les autoritaires, ligüés pour cacher la coopération des intérêts et détourner les masses des idées nouvelles » ; aux yeux des catholiques, une Ligue pour arracher ces mêmes masses aux idées anciennes.

Deux incidents

Ainsi l'entreprise nouvelle était accueillie avec scepticisme ou inquiétude, dans des milieux différents, et les critiques venaient des camps les plus opposés. Plusieurs amis, eux-mêmes, faisaient des réserves, blâmaient la direction, la méthode ; l'éclectisme des programmes surtout ne leur paraissait pas sans danger. De là des incidents, comme il en surgit trop souvent entre ouvriers travaillant à la même tâche sur le même chantier.

L'un d'eux eut lieu à propos d'une conférence de M. Emile Janvion : *L'Ecole antichambre de caserne et de sacristie*. Le sujet offusqua certains adhérents. Ils ne cachèrent pas qu'ils se feraient scrupule de soutenir une œuvre populaire qui s'engagerait dans cette voie. Et, comme Deherme ne cédait pas, les principaux organes de la presse libérale en prirent ombrage et retirèrent l'appui de leur publicité.

Un autre incident fut plus violent.

L'abbé Denis avait accepté de faire une série de conférences sur *Le Christianisme et son influence sociale*. Dans des causeries

parallèles, M. Ferdinand Buisson, directeur honoraire de l'Enseignement primaire, professeur à la Sorbonne, député de Paris, devait reprendre les mêmes sujets et les examiner au point de vue libre-penseur.

Cela était conforme à l'objet même de la *Coopération des Idées* : initier son public à l'esprit scientifique, dont la première vertu est la loyauté et la sincérité avec soi-même; le mettre en garde contre les informations de seconde main et les exposés qui ne sont pas faits d'après les sources; présenter les doctrines par les hommes les plus autorisés et appeler le contrôle par la critique.

Ce programme fut vivement attaqué par M. de Pressensé, dans l'*Aurore*. Ouvrir l'Université Populaire à un curé lui paraissait une duperie, et il voyait dans la venue de cet abbé un danger, comme d'autres, récemment, dans la venue d'un socialiste révolutionnaire.

Un charivari fut organisé à la deuxième causerie. Il suffit pour cela d'une dizaine d'opposants à forte poitrine, et l'abbé, malgré le désir de l'immense majorité des assistants, ne put ouvrir la bouche et dut se retirer.

Cette intolérance était d'autant plus surprenante que des personnalités comme Fournière, Vaillant, G. Sorel, H. Lagardelle, A. Veber, jugeaient opportun de collaborer avec les abbés Naudet, Lemire, le père Maumus, le père Feuillette, au Collège libre ou à l'Ecole des Hautes Études Sociales.

Chose curieuse! Libéraux et révolutionnaires se trouvaient d'accord pour interdire au public des Universités Populaires une méthode qu'emploient tous les esprits qui veulent s'affranchir, qu'ils emploient eux-mêmes, la seule qui permet de substituer aux jugements aveugles les jugements éclairés, aux jugements passionnels les jugements réfléchis.

Pour les uns et pour les autres, le Peuple est un enfant; il doit rester en tutelle. Il faut l'éclairer, certes, mais avec mesure, et tous alors offrent leur lanterne. L'Université Populaire proteste; elle prétend parler à des hommes et, dans sa foi à la Raison, elle ouvre à deux battants les portes et les fenêtres à la grande lumière, à la lumière universelle. Elle est sans crainte: il n'y a pas d'éteignoir pour le soleil, et l'on peut souffler les lanternes en plein midi.

La Crise de 1904

Ces choses se passaient en octobre 1900 et en avril-mai 1901 ; mais elles n'arrêtèrent pas la marche de l'Université Populaire. Il n'en fut pas de même d'autres événements survenus plus tard, en avril 1904, et qui firent craindre un moment pour son existence.

A la fin de 1903, M. Deherme entreprit un voyage d'études au Tonkin. Avant de s'éloigner, il confia la gestion de l'Université, avec ses pleins pouvoirs, à son ami dévoué, M. Dufresne. En prévenant le public, il ajoutait : « M. Emile Vitta a bien voulu se charger d'établir le programme des cours et conférences et de rédiger et administrer la Revue. M. Boismoreau dirigera notre naissant théâtre populaire, avec le concours de M. Henri Dargel.

« Ainsi l'Université Populaire est en bonnes mains ; mais la tâche de ces camarades sera difficile. L'Université Populaire est en pleine prospérité. Ça vivra. Il ne doit pas y avoir d'homme indispensable. »

Ce départ de Deherme surprit tout d'abord. Puis on réfléchit que l'Université Populaire ne pourrait indéfiniment absorber toute sa vie ; que cette absence se prolongerait peut-être, se renouvellerait sans doute, et l'on fut amené à envisager l'éventualité possible, sinon d'une séparation, au moins d'un relâchement des liens entre l'Université Populaire et celui qui l'avait créée.

Au mois d'avril 1904, M. Deherme, de retour, en reprenait la direction générale. Brusquement, le 18 du même mois, l'Université Populaire était fermée, et fermée par son fondateur !

Pourtant la situation financière paraissait excellente ; l'encaisse, au 1^{er} mai, dépassait 5.000 francs ; le chiffre des cotisations mensuelles montrait que les adhérents restaient très nombreux, entre 1.400 et 1.600 pour les deux derniers mois. Le zèle des conférenciers n'avait pas faibli. Au programme du mois, on lisait les noms de MM. Yves Guyot, Paul Desjardins, Hinzelin, Messimy, A. Dorchain, Maurice Vernes, J. Peladan, docteur Legrain, etc. Alors, pourquoi cette mesure extrême, qui ressemblait à un suicide ?

Des divergences graves venaient de se produire, à propos des droits de la direction, et à propos de la personne même de

M. Villa. Celui-ci, par son activité, ses manières courtoises, son entrain, son talent d'organisateur, sans parler de sa création du *Château du Peuple*, en plein bois de Boulogne, avait gagné tous les suffrages. Depuis six mois, l'Université Populaire marchait sous son impulsion, et sa vie n'avait jamais été plus intense. Aussi, quoi que l'on pût objecter, la majorité des adhérents refusa de se séparer de lui.

C'est alors que Deherme, pour montrer qu'il était maître chez lui, affirmer son autorité et son droit, ferma l'Université. Cette mesure fit de nombreux mécontents. Les dissidents ne s'inclinèrent pas, et, le 23 avril, sur requête de dix membres de la *Coopération des Idées*, délégués par leurs camarades, le président du Tribunal civil ordonne la réouverture et nomme M. Lemarquis administrateur provisoire. Cette décision est confirmée en appel, par jugement du 29 avril.

Le 14 mai, l'Université rouvrait ses portes, avec une conférence de M. Maurice Vernes.

Deherme pensait sans doute que sa retraite empêcherait l'Université Populaire de continuer, et qu'il pourrait la reconstituer ensuite sur des bases et avec des garanties nouvelles. Il se trompait. Le germe qu'il avait déposé et cultivé était devenu plus vigoureux qu'il ne pensait.

L'entreprise avait pris conscience d'elle-même et, fidèle à l'esprit d'indépendance qu'elle tenait de lui, ingrate, si l'on veut, comme tout enfant qui grandit, elle était prête, au besoin, pour une vie séparée. Sans doute, un groupe d'adhérents, parmi les anciens et les fidèles, le suivit; des conférenciers, et non des moindres, se retirèrent; mais la grande masse ne voulut pas entrer dans le débat, ne considérant que le but; elle resta, attachée à l'œuvre, non à l'homme.

Et l'œuvre continua, et elle prospéra sous la direction nouvelle, et cela jusqu'à la fin de 1907.

La Crise de 1907. — Elle est enrayée

A cette date, la démission de celui qui dirigeait la barque depuis près de quatre ans, amena une nouvelle crise, qui menaçait d'être plus grave que la première. Elle mettait les conférenciers en déliance; nos amis du dehors sur la réserve, et, en

répandant une sorte de désenchantement, pouvait éloigner le public.

Elle provoqua aussi chez nos camarades une réaction contre les intellectuels. A deux reprises, ils nous plongeaient dans l'embarras, et mettaient en péril les intérêts dont ils avaient charge, il fallait les éliminer et désormais « rester entre soi ». Si cette disposition d'esprit s'exagérait, elle risquait d'écarter des concours éclairés, désintéressés, nécessaires à une œuvre de haute éducation sociale, et de ramener à une simple distraction de quartier un vaste essai d'Emancipation intellectuelle.

Après quelques tâtonnements bien compréhensibles, le Conseil d'administration nomma délégué aux conférences le camarade Lenz, sculpteur sur bois, qui montre, depuis trois ans, ce que peut faire l'expérience acquise, la présence constante, la préoccupation continuelle d'une même pensée, la volonté, au besoin l'entêtement, et la foi dans le succès final. Il n'a pas travaillé seul, mais il a porté le plus lourd. Enfin, grâce aux efforts de tous, à la fidélité de quelques amis de la première heure, à la bonne volonté des conférenciers, les conséquences de la crise furent enrayées.

Il importe de justifier nos allégations par des chiffres.

Quelques chiffres

Voici le relevé des inscriptions, de 1904 à 1909; les années sont comptées d'octobre à septembre :

Année	1904-1905.....	8.935	
—	1905-1906.....	11.861	+ 2.926
—	1906-1907.....	11.972	+ 111
—	1907-1908.....	8.932	— 3.040
—	1908-1909.....	8.189	— 743

Ainsi, ce que nous appelons la seconde crise a fait baisser de 3.000 les adhésions; ce recul se fait encore sentir l'année suivante, mais très atténué, il arrive à sa limite et va s'arrêter.

La situation s'améliore; un coup d'œil sur les recettes le montre également. Voici les sommes encaissées et dépensées pendant les trois dernières années :

	Recettes	Dépenses
1906-1907.....	10.357 fr.	10.769 fr.
1907-1908.....	9.124	9.158
1908-1909.....	10.475	10.172

Si les recettes augmentent, en dernier lieu, bien que les adhésions n'aient pas encore remonté, cela tient au succès croissant des représentations du dimanche et à la location de la salle et de la porte.

Au 31 octobre 1909, la caisse contenait 2 fr. 25 ! Le 1^{er} janvier 1910, elle renfermait 521 fr. 65, et il fallait faire face à l'échéance du loyer, environ 1.000 francs. Eh bien, le 1^{er} février, on possède 590 fr. 65 ! Et le loyer a été payé. D'où vient ce miracle ? Simplement des excellents résultats du mois de janvier.

Les inscriptions ont dépassé le chiffre de 1.000, en augmentation de 400 sur le mois d'octobre. Le Théâtre Populaire a attiré le monde. Enfin, l'administrateur judiciaire, M. Lemarquais, auquel les intérêts de l'Université Populaire avaient été confiés, en 1904, renonce à ses honoraires et abandonne gracieusement le reliquat de sa gestion, 280 francs.

Ainsi, les adhésions se font plus nombreuses ; les recettes continuent à s'améliorer. Les visages s'éclairent et nos camarades peuvent se souhaiter et espérer une bonne année.

L'inondation. — 3.000 francs de dégâts

On se rappelle comment ces espérances furent déçues. L'inondation qui désolait Paris s'étendit jusqu'à nous ; l'eau envahit nos salles et la vie de l'Université populaire fut suspendue. Dans ces semaines, nos amis ont connu le découragement. Le désastre était si grand, si universel, il amoncelait tant de ruines et de misères qu'on allait d'abord aux personnes qui souffraient, avant de songer aux institutions et aux œuvres morales atteintes, elles aussi, et mises en péril. D'où viendraient les secours ? Et plus d'un s'est demandé si on pourrait sortir de cette nouvelle épreuve, tant les dégâts étaient importants, tant le chiffre des réparations incombant à l'Université Populaire était considérable !

Un appel lancé par le Conseil d'administration, au mois de mars, reflète ces préoccupations :

« Notre situation est très grave, disait-il ; au moment où nous étions enfin sortis de l'ère des difficultés matérielles, le mauvais sort a voulu que, très gravement atteinte par le terrible fléau qui a causé tant de ruines, notre œuvre soit à nouveau sur le point de sombrer. »

Et il expliquait qu'il fallait réunir dans un délai très court les 3.000 francs nécessaires aux réparations indispensables.

Cet appel fut entendu par des amis fidèles ; les souscriptions donnèrent un peu plus de 1.700 francs ; la municipalité accorda une indemnité de 1.260 francs. On put payer le loyer, renouveler, pour neuf ans, le bail, qui expirait en 1911, commencer et poursuivre les réparations et payer un acompte sur les frais.

On était sauvé !

Le 1^{er} mai, l'Université reprenait sa vie habituelle, dans son local à peu près remis en état. Le nombre des adhérents montait à 800 et les soirées du dimanche attiraient plus de 2.400 personnes.

« Il nous reste encore beaucoup à faire », disait le Conseil, dans ses légitimes préoccupations. Mais, enfin, on vivait ; on avait surmonté l'épreuve, et c'est avec ardeur qu'on se mettait en marche pour une étape nouvelle.

Ce qu'on a fait

L'Université Populaire, dont nous venons de retracer les péripéties depuis sa fondation, a-t-elle travaillé? A-t-elle atteint son but, réalisé son programme? Est-elle restée fidèle à son esprit et à son principe? C'est ce qu'il nous reste à examiner. Puis nous dirons un mot des critiques qu'on ne lui a pas ménagées, des réponses qu'on peut leur faire, et alors chacun pourra conclure.

Public & Conférences

Et d'abord, le public est-il venu? Les chiffres donnés plus haut ont déjà répondu. La moyenne des inscriptions par mois, qui était de 561, en 1905, s'est élevée à 997, en 1907; s'est maintenue à 745, en 1908; à 682, en 1909 — nous avons expliqué les raisons de cette baisse — et, enfin, pour les dix premiers mois de 1910, année de crise par suite de l'inondation, l'Université Populaire a chômé pendant deux mois, la moyenne monte à 623. Ainsi le public est venu et il est fidèle... Mais comment est-il composé? Renferme-t-il cette petite partie intelligente, cette élite ouvrière à laquelle la *Coopération* prétendait surtout s'adresser? La lecture du cahier d'inscriptions répond.

En moyenne, 80 pour 100 des inscrits sont des ouvriers; la proportion est constante. En février 1906, sur 1.345 adhérents, 773 habitaient dans un périmètre d'une demi-heure de marche (Popincourt, Reuilly, Hôtel-de-Ville); 570 appartenaient aux autres arrondissements ou à la banlieue parisienne.

Les penseurs, les savants, les artistes les plus éminents devaient venir causer avec ce public. Il suffit de nommer : Henri Poincaré, Lippmann, Lacroix, Schrader, Duclaux, Roux, Calmette, Langevin, Legrain, Boutroux, F. Buisson, Séailles, Ch. Wagner, etc. A-t-elle maintenu son principe de large tolérance, et est-elle restée en dehors des querelles de partis? Il n'y a qu'à énumérer quelques-uns de ses conférenciers :

Rouanet, Cyvoct, Fournière, Malato, Yvetot, le prince de Monaco, Marc Sangnier, Brunetière, le grand rabbin de Belgique, Maurice Vernes, l'abbé Naudet, Clemenceau, le prince Roland Bonaparte, Doumer, Henri-Robert, etc. Elle a été aussi, suivant son dessein, un centre d'action sociale, comme en témoignent les nombreux groupes créés par ses adhérents : groupe d'études, l'Art dans la vie, groupe de culture physique, colonie ouvrière de Kerninon, qui subsiste toujours, Société d'épargne en participation et de prêt mutuel, coopérative de consommation, qui, du reste, n'a pas donné de résultats ; sans parler de groupements temporaires pour des études spéciales, et de nombreux cours : cours de français pour les étrangers ; cours de musique, de dessin, de coupe, de diction et de déclamation, d'espéranto, d'ido, d'anglais, d'allemand, de photographie.

L'Enseignement

Enfin, et surtout, son enseignement devait être encyclopédique, et il l'a été. Tout a été incriminé dans ce programme, son ampleur, et surtout son absence de plan et de méthode, sans réfléchir suffisamment qu'il n'est pas fait pour des étudiants réguliers, et qu'il reflète simplement le pêle-mêle et la complexité de la vie.

La vie ne s'astreint pas à nos plans d'études et aux vues des pédagogues. Elle pose toutes les questions à la fois. Nous sommes obligés d'accepter les problèmes comme elle nous les présente ; heureux si nous trouvons quelque part une voix autorisée pour nous renseigner.

Crimes d'alcooliques, crimes d'hystériques, crimes d'enfants dégénérés, éruptions volcaniques, tremblements de terre, lois sociales, grèves, épidémies, aviation, livres nouveaux, pièces nouvelles, crises commerciales, voyage au pôle Sud, au pôle Nord, traités de commerce, libre échange, protection, l'avarie, les progrès de l'électricité, les corps radio-actifs, la Corée, la Chine, le Japon, les gros cuirassés, les canaux de Mars, etc., tout ce qui est exposé au jour le jour dans la Presse et au fil des événements, sans qu'on lui reproche d'embrouiller les intelligences, est repris ici par des hommes compétents, exposé méthodique-

ment et devient sujet de discussion, de questions, d'éclaircissements, bref, d'un véritable enseignement.

Cette méthode est rapide, très pratique, et parfaitement adaptée à son public et aux exigences de la vie.

Et puis le pêle-mêle est plus apparent que réel. Chaque conférencier a sa spécialité, et le public fait son choix ; l'Ecole positiviste a exposé dans une suite régulière la doctrine de Comte, l'histoire des Religions ; on a vu des séries de conférences sur la Littérature, sur l'organisation du Travail, sur l'Asronomie, l'Economie politique, la Sociologie, etc., qui constituaient des cours complets.

Le Travail accompli

Pour avoir une idée du travail accompli, de la variété et de l'importance des problèmes agités, il faut feuilleter la collection des programmes mensuels. On y trouvera les noms les plus célèbres dans la Politique, la Science, les Lettres, les Arts. On y verra que toutes les grandes questions ont été traitées, les grandes doctrines montrées au moins dans leur ensemble, quelques-unes dans tous leurs détails, les grands livres analysés, les grandes œuvres représentées.

Pour la première fois, là, et là seulement, un public populaire a pu entendre les représentants de tous les systèmes, l'exposé de toutes les doctrines, entrer en contact régulier, familier, si j'ose dire, avec les chefs-d'œuvre et les grands génies qui font l'honneur de l'humanité.

Quand on réfléchit que c'est tous les soirs, et depuis douze ans, malgré des crises intérieures, des attaques du dehors, le manque d'argent, les embarras de la pauvreté que ce travail se fait, que depuis ce temps, tous les jours, des conférenciers, les uns princes, les autres prolétaires, des savants, des orateurs, des poètes, des artistes, dont beaucoup sont illustres, aident à pousser ce sillon, on reste frappé d'admiration ! Vraiment, où trouver plus et où trouver mieux ? Qui ne souhaiterait la prospérité d'une pareille œuvre et ne tiendrait à honneur d'y collaborer ?

Le bilan moral

On oublie les esprits chagrins. Ils voient les défauts de l'Université, mais ne parlent pas de la besogne quotidienne, de l'ardeur, de la foi, des efforts persévérants, du travail obscur et continu qui s'y dépensent, des besoins qui s'y révèlent.

Ils affectent de ne voir que la conférence purement intellectuelle et négligent tout ce qu'il y a de fécond dans ce rapprochement journalier, les idées qui s'échangent, les cours qui se forment suivant la demande, le plaisir de l'esprit, le sentiment de réconfort éprouvé en voyant les hommes les plus éminents venir dire sur toutes choses ce qu'ils savent de mieux. La bibliothèque, avec ses livres, ses journaux, ses revues, où l'on s'informe, les amitiés qui s'ébauchent, les préjugés qui s'affaiblissent, les idées fausses qui se rectifient, la participation à la beauté littéraire, morale, esthétique, musicale, qui vous arrache pour un instant aux vulgarités de l'existence et rafraîchit un peu l'aridité de la tâche quotidienne, l'émulation, qui résulte de ce commerce, les sujets de réflexion que l'on emporte, et la volonté plus âpre de réaliser des conditions économiques où tous puissent participer à ces joies, sans retrouver à la sortie l'inquiétude pour compagne.

Au fond de toutes les critiques, il y a ce sentiment profondément rétrograde; commun à tous, aux socialistes et aux bourgeois, c'est que la culture libérale n'intéresse pas le Peuple. Les besoins du ventre, voilà son lot; à d'autres les joies reposantes de l'esprit.

Travailler pour pouvoir manger; manger pour pouvoir travailler.

Quel cercle et quelle vie! Et c'est dans ce cercle que vous voulez l'enfermer; dans cette vie que vous voulez le murer!

Il y a d'autres besoins, et nous rêvons pour lui d'autres horizons. C'est pourquoi, ici, on donne, et on continuera de donner à tous la nourriture spirituelle. A chacun selon ses besoins. Que celui qui a faim se rassasie; que celui qui a soif se désaltère.

Conclusion

Et maintenant, que sera l'avenir? Le passé peut donner confiance.

Un fait domine tout. L'Université a résisté depuis douze ans à toutes les traverses, et cela parce qu'elle répond à un besoin vital, parce que la tâche essentielle d'une démocratie est l'éducation sociale la plus haute et la plus complète possible du Peuple.

Son succès vient de ce qu'elle a essayé de faire ce que nul ne faisait, et ce dont beaucoup sentaient le besoin.

Au dehors, chacun pousse son sillon, sert son groupe, combat pour le triomphe de ses intérêts, de son programme politique, de son parti. Ici, on n'a qu'une ambition : apprendre son métier d'homme. Et où donc ce métier, commun à tous, j'imagine, est-il enseigné?

Les vieilles doctrines qui, si longtemps, bercèrent l'humanité, se désagrègent. Les colonnes du Temple sont ébranlées, quel édifice nouveau assez large et assez vaste abritera les générations qui montent et l'humanité nouvelle?

Chacun sent le besoin impérieux de s'enquérir, de s'informer, de se libérer par la Science; d'être au courant des grands problèmes, des solutions proposées ou entrevues, et de ne plus laisser à des classes, dites dirigeantes, le soin de penser pour nous. Eh bien, où est l'école toujours ouverte pour répondre à ce besoin? Nulle part cette éducation n'est donnée, et nulle œuvre n'existe qui en fasse son objet propre.

Est-il désirable de combler cette lacune? Est-il désirable de créer pour tous et de tenir constamment ouvert un centre de vie intellectuelle, de vie morale, de vie sociale, de culture physique?

La réponse n'est pas douteuse; elles est unanime. C'est ce

que veut être l'Université Populaire. Les critiques qu'on lui fait ne sont donc que des malentendus.

Il lui reste à se compléter pour donner tous ses fruits. Mais elle vivra, elle est nécessaire. C'est un des postulats de la Démocratie, parce que la participation de toutes les intelligences à toutes les sources du savoir est la condition primordiale d'un affranchissement définitif; une humanité plus éclairée pouvant seule dégager la formule sociale qui réalisera l'accord des volontés en réalisant la Justice.

BILAN DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

RECETTES	1906-07	1907-08	1908-09	DÉPENSES	1906-07	1907-08	1908-09
Cartes mensuelles	5.977 »	4.302 50	3.852 »	Loyer	3.570 40	3.563 95	3.945 85
— annuelles	373 »	934 »	426 »	Théâtre et pianos	1.673 95	1.569 15	1.837 20
Théâtre	2.725 50	2.278 25	3.572 75	Imprimés et affichage	1.665 10	1.273 »	1.191 50
Thé	763 15	618 30	1.191 50	Felavage	745 10	742 75	1.113 95
Locations salle et porte	402 »	502 »	1.333 55	Balayage	346 95	358 85	426 75
Abont' au progr. et divers...	46 55	41 50	29 35	Thé	336 30	282 20	552 35
Bons et dons	70 »	477 75	70 »	Timbres et pourboires	132 15	185 85	294 40
				Assurance	»	69 65	69 65
				Fédération des U. P.	45 50	42 »	60 30
				Projections et divers	171 40	172 45	84 95
				Toiture et vitres	442 55	211 85	142 45
				Réfection du local	490 15	686 85	»
				Avance locative	750 »	»	250 »
				Bail et frais	»	»	202 75
				Château du Peuple	400 »	»	»
Totaux	10.357 20	9.124 30	10.475 15	Totaux	10.769 55	9.158 55	10.172 10
ACTIF au 30 Septembre	1907	1908	1909	PASSIF au 30 Septembre	1907	1908	1909
Avance locative	750 »	750 »	1.000 »	Dû loyer au 15 octobre	1.061 35	1.492 80	1.185 75
Caisse au 30 Septembre	402 80	68 55	371 60	— peinture	550 »	»	»
Total de l'Actif	852 80	818 55	1.371 60	— toiture	366 70	116 70	100 »
Déficit au 30 Septembre	1.170 10	1.261 70	429 15	— vitres	44 85	10 75	515 »
BALANCE	2.022 90	2.080 25	1.800 75	— bons	»	460 »	»
				Total du Passif	2.022 90	2.080 25	1.800 75

RELEVÉ DES INSCRIPTIONS DEPUIS MAI 1904

	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	TOTAUX
1904.													
1904-1905 . .	413	1.064	979	995	1.130	912	887	823	609	532	286	305	8.935
1905-1906 . .	1.057	976	1.295	1.243	1.345	1.250	950	796	878	802	620	649	11.861
1906-1907 . .	1.072	1.259	1.634	1.373	1.340	1.546	1.142	929	586	500	341	250	11.972
1907-1908 . .	925	1.629	1.465	803	851	826	727	678	417	300	258	353	8.932
1908-1909 . .	651	900	890	1.042	765	735	601	567	624	474	372	568	8.189
1909-1910 . .	661	794	858	1.040	276	227	202	867	672	652	467		

CONSEIL D'ADMINISTRATION

G. BOUCHU, employé de commerce; G. BOULANGER, ébéniste; BURDIN, employé de banque; A. CAHEN, photographe; R. GRAMER, employé de commerce; P. DRUBAY, graveur; DELARBRE, employé d'administration; C. FÉVRE, employé d'administration, *Président du Conseil d'Administration*; L. GUILLET, ébéniste; JUCHIS, orfèvre; LANDIECH, horloger; J.-R. LENZ, sculpteur sur bois, *Délégué aux Conférences*; H. LOYFERT, typographe; F. MARTIN, ébéniste, *Trésorier*; MERLÉ, tapissier, *Secrétaire général*; PERNEY, tailleur; RAIMON, représentant de commerce; P. RIDOU, ébéniste; SALLES, comptable; L. TRIOLET, ciseleur; WEERTZ, représentant de commerce.

STATUTS

ARTICLE PREMIER. — Entre les personnes qui ont adhéré et toutes celles, qui par la suite, adhéreront aux présents Statuts, il est formé une Association sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901.

ART. 2. — L'Association prend le titre de **Coopération des Idées, Université Populaire du Faubourg Saint-Antoine**. Elle a pour but l'éducation morale, sociale et scientifique de ses membres. Elle fait participer tous ses associés aux réunions, conférences, représentations théâtrales, et en général à tous les avantages de la vie sociale la plus élevée.

ART. 3. — Son Siège Social est fixé rue du Faubourg Saint-Antoine, 157. Il pourra être transféré sur décision du Conseil d'administration.

ART. 4. — L'Association n'a aucun caractère politique ou religieux. Elle doit observer une neutralité absolue en ces matières.

ART. 5. — L'Association comprend deux sortes de membres : les membres actifs et les membres adhérents.

ART. 6. — Sont membres actifs toutes les personnes appartenant à l'Association depuis un an au moins et lui ayant prêté un réel concours. Elles devront avoir payé régulièrement une cotisation annuelle de 6 francs, soit en une fois, soit par versements mensuels.

Les membres actifs ne pouvant payer momentanément leur cotisation devront avertir le Conseil, s'ils veulent conserver leurs droits.

ART. 7. — Sont membres adhérents toutes les personnes qui, payant une cotisation de 0 fr. 50 par mois, n'ont pas encore une année de présence.

ART. 8. — Les personnes qui voudront bien s'intéresser à l'Université Populaire par des cotisations supérieures à 6 francs, recevront une carte spéciale, leur donnant droit à l'entrée de l'Université et à tous les avantages dont l'Association fait bénéficier ses membres.

ART. 9. — L'Association se réunit chaque année, au mois de

septembre, en Assemblée générale pour examiner la situation financière et morale de l'Association. Elle nomme le Conseil d'administration. Font seuls partie de l'Assemblée générale les membres actifs ayant rempli leurs obligations et désignés à l'article 6.

ART. 10. — Le Conseil d'administration est composé de vingt et un membres actifs.

ART. 11. — Le Conseil d'administration est renouvelable par tiers tous les ans. La première et la deuxième année, les membres sortants sont désignés par le sort. Les membres sortants sont rééligibles. Le Conseil pourvoira aux vacances qui viendraient à se produire.

ART. 12. — Le Conseil nomme, chaque année, son bureau ainsi composé :

Un secrétaire général ;
Deux secrétaires ;
Un trésorier.

Le Conseil établit son règlement intérieur.

ART. 13. — En cas de nécessité, l'Assemblée générale pourra être convoquée sur une demande signée d'au moins cinquante membres actifs ayant rempli toutes leurs obligations.

ART. 14. — La revision des Statuts ne pourra être faite qu'en Assemblée générale et à la majorité des deux tiers des membres présents.

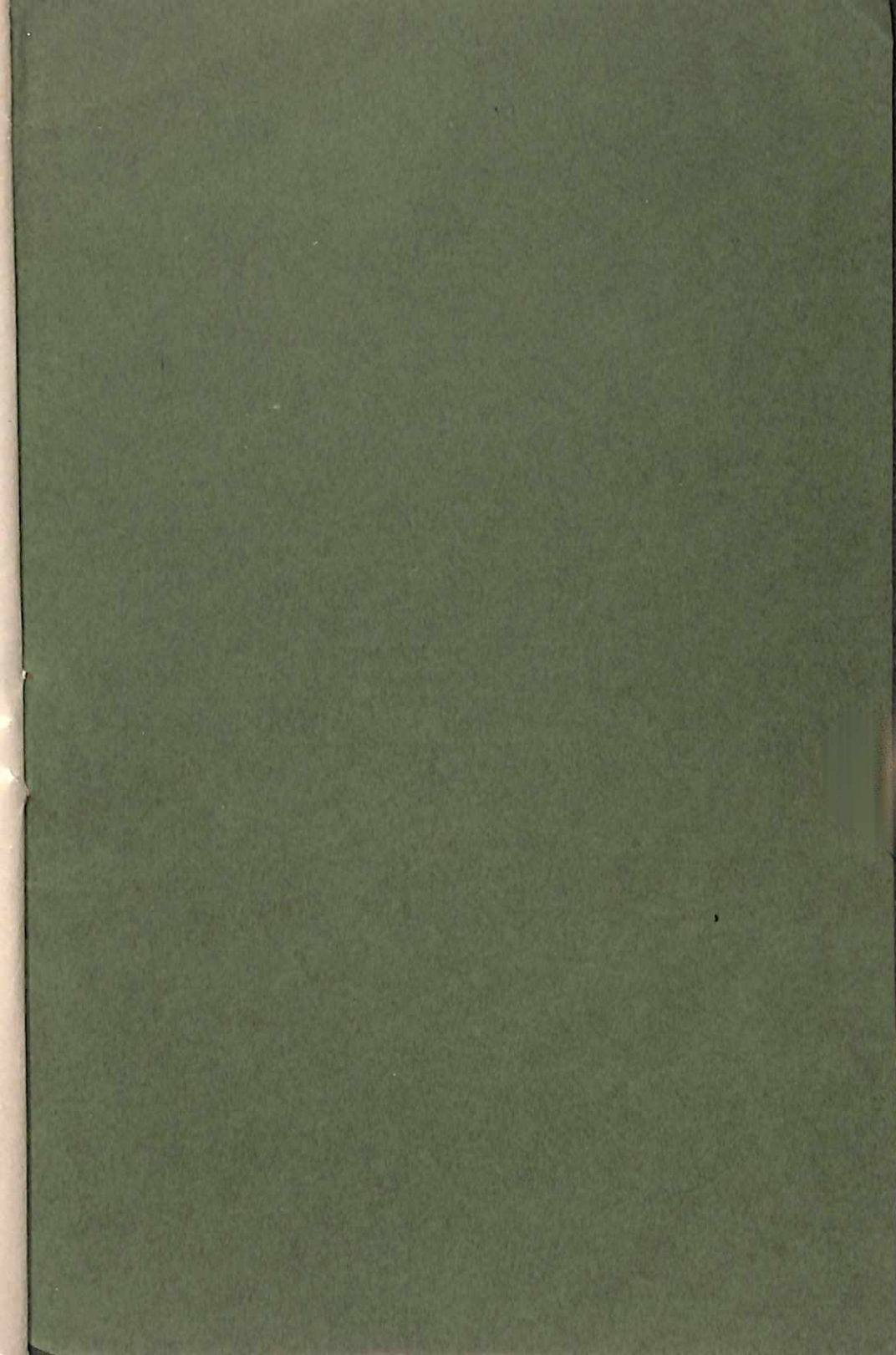
Les propositions de revision devront être remises au Conseil au moins un mois avant la date de l'Assemblée générale.

ART. 15. — En cas de dissolution de l'Association, l'actif sera remis à une œuvre sociale désignée par l'Assemblée générale qui aura prononcé la dissolution.

ART. 16. — La première année, seront considérés comme membres actifs :

1° Les membres de l'ancienne Association de fait qui ont nommé le Comité de réorganisation ;

2° Les membres de l'ancienne Association ayant au moins un an de présence et qui adhéreront aux présents Statuts dans un délai de huit jours, à compter de la date de l'Assemblée générale du 22 avril 1904.





LA COOPÉRATION DU LIVRE
3, IMPASSE CHAZAUMONT
PARIS (XII^e)